



ENTRETIEN

Entretien avec Jean-Pierre Cassarino, membre du comité scientifique du projet



► Présentez-vous brièvement (votre parcours universitaire, vos champs de recherche, vos principales publications, etc.).

Chercheur associé à l'IRMC, j'enseigne au Collège d'Europe et travaille sur les questions migratoires depuis de nombreuses années. Mes recherches s'organisent autour de deux axes. D'une part, je m'intéresse à la manière dont la coopération en matière de « gouvernance migratoire » s'est consolidée et diffusée, au moyen de transferts normatifs et politiques, et en mobilisant des acteurs étatiques et non étatiques aux intérêts divergents, voire contradictoires. D'autre part, mes recherches se sont

orientées vers l'analyse des effets de ces transferts sur les conditions et les droits humains des migrants, au moyen d'enquêtes de terrain réalisées en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Ces deux axes, alliant empirisme et analyse théorique et politique, ont été une constante majeure de mes recherches. Celles-ci ont donné lieu à de nombreuses publications scientifiques, ainsi qu'à la constitution de deux bases de données librement accessibles en ligne ¹.

► De quelle façon votre thématique de recherche aborde la Libye ? (si non, envisagez-vous d'inclure ce pays dans vos recherches ?)

Le champ d'investigation libyen s'est imposé par la force des choses, si j'ose dire, compte tenu de la place que ce pays a progressivement occupée dans le cadre des pourparlers en matière migratoire, plus particulièrement depuis le Processus de Tripoli de novembre 2006 sur la migration et le développement. Dès lors, il apparaissait clairement que la question migratoire se greffait sur des enjeux hautement stratégiques et géopolitiques relevant,

entre autres, de la sécurité énergétique, ou encore de la lutte contre le terrorisme international, et dépassant de loin la simple « gestion des flux migratoires ». Les liens d'interdépendance ont depuis lors radicalement changé. Aujourd'hui, les enjeux stratégiques sont restés les mêmes. En revanche, de nouveaux défis sont apparus en raison de l'hyperdiversification des acteurs, qu'ils soient étatiques ou non étatiques (milices locales, chefs de tribus), engagés en Libye dans ladite « gestion des flux migratoires ». Tous ces développements suscitent des questions d'ordre scientifique, politique, juridique et éthique qu'il est nécessaire de traiter.

► Quelles difficultés méthodologiques et d'accès au terrain rencontrez-vous ?

L'accès à des informations de première main est probablement la difficulté majeure à laquelle je suis confronté, en raison du contexte politique libyen, mais aussi, en raison du secret qui entoure la plupart des pourparlers actuels en matière migratoire ou relevant en apparence de questions migratoires. Toutefois, il est

important de souligner que ce secret n'est pas le seul apanage des pourparlers avec la Libye. On l'observe également dans le cadre de négociations impliquant d'autres pays en Méditerranée et en Afrique. L'accès au terrain, dont la possibilité de parler avec des interlocuteurs clés, est le seul moyen d'apporter des éléments sur la chaîne de commandement ainsi que sur les véritables intentions des acteurs.

► **Quelle est votre implication, à titre personnel et institutionnel, dans le FSPI ? Quels sont, selon vous, les aspects positifs de ce projet, les points à améliorer ? Quels bénéfices en tirez-vous ?**

Faire partie du comité scientifique du FSPI est fort stimulant pour un chercheur, en raison de son interdisciplinarité et des opportunités d'échanges, de mise en réseau, avec des collègues et institutions académiques libyens. Par ailleurs, sa portée internationale, dépassant de loin un axe franco-libyen, constitue un atout majeur qu'il faut absolument chérir, car ce n'est qu'en favorisant l'inclusion de nouveaux chercheurs (libyens et internationaux), issus de différentes disciplines, que l'on pourra renforcer l'ancrage institutionnel du projet. En l'occurrence, outre

l'organisation de rencontres scientifiques, l'idée de créer un fonds documentaire me semble très prometteuse pour les générations futures de chercheurs souhaitant travailler sur la Libye et sa région. Ce fonds pourrait, à terme, favoriser la création d'un centre de documentation et de recherche en Libye, ouvert à toutes les disciplines de sciences sociales, à même d'animer des débats et projets scientifiques et de créer des liens, à l'instar de l'IRMC depuis le tout début des années 1990 à nos jours.

The screenshot shows the website for Jean-Pierre Cassarino. At the top, there are navigation links: MY BIO, RESEARCH, PUBLICATIONS, DATA, and DEBATES & OPINIONS. The main content area features a world map titled "Inventory of the Bilateral Agreements linked to Readmission - How have states configured their bilateral cooperation on readmission over the last five decades?". Below the map is a disclaimer: "Disclaimer: The content and opinions expressed in this website, including publications, policy briefs, op-eds and interviews are my sole responsibility. They do not engage my former and current institutions." On the right sidebar, there is a "NEWS" section with three articles: one from "france culture" about EU migration policies, one from "RIS" (Revue Internationale et Stratégique) about the EU migration pact, and one from "LE GC" (Le Grand Continent) about the EU migration pact. At the bottom right, there is a search bar with the text "SEARCH THIS WEBSITE" and a "SEARCH" button.

© jeanpierrecassarino.com/datasets/.